

PROCÈS-VERBAL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANDRÉ-D'ARGENTEUIL

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal tenue le 16 décembre 2024, à la salle du Conseil, située au 10, rue de la Mairie, Saint-André-d'Argenteuil, à 19h17.

Sont présents :

Monsieur Stephen Matthews, maire ;
Monsieur Michael Steimer, conseiller district #1 ;
Monsieur Patrick Côté, conseiller district #2 ;
Monsieur Jacques Decoeur, conseiller district #3 ;
Madame Jessica Larivière, conseillère district #4 ;
Madame Audrey Paquette-Poulin, conseillère district # 5 ;
Monsieur Pierre Fournier, conseiller district #6.

Les membres présents forment le quorum.

Sont aussi présents :

Madame Paula Knudsen, directrice générale et greffière-trésorière
Madame Carole-Anne Plouffe, greffière adjointe

1.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

La séance extraordinaire est ouverte à suite à la séance extraordinaire du budget et présidée par le maire, monsieur Stephen Matthews qui constate la régularité de la séance étant donné qu'il y a quorum et que les avis de convocation de la séance extraordinaire ont été notifiés à tous les membres du conseil, conformément aux dispositions des *articles 152 et 156 du Code municipal du Québec*. Madame Carole-Anne Plouffe, greffière adjointe, note le procès-verbal de la réunion.

2.

2024-12-R229

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR DU 16 DÉCEMBRE 2024

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont tous reçu un projet d'ordre du jour de la présente séance du conseil municipal ;

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont pris connaissance de l'ordre du jour ;

En conséquence, il est proposé par Audrey Paquette Poulin appuyé par Jacques Decoeur

et résolu :

QUE le conseil municipal accepte l'ordre du jour tel que proposé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES CONSEILLERS (ÈRES)

3.

2024-12-R230

MODIFICATION DE LA RÉOLUTION NUMÉRO 2024-01-R021 : D'ACHAT D'UNE AUTOPOMPE SPARTAN 2007 POUR LE SERVICE INCENDIE

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a adopté la résolution numéro 2024-01-R021 concernant l'achat d'une autopompe Spartan 2007 pour le service incendie;

CONSIDÉRANT QUE le conseil souhaite modifier cette résolution;

En conséquence, il est proposé par Jessica Larivière appuyé par Patrick Côté

et résolu :

QUE la dépense au montant de 34 447,61\$ pour l'achat et les réparations du Spartan 2007 soit imputée au poste budgétaire 23 03 000 023, soit le fonds de roulement;

QUE cette dépense soit amortie sur 5 ans.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES CONSEILLERS (ÈRES)

4.

GESTION ADMINISTRATIVE

TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX

CONSIDÉRANT QUE le conseil a adopté le règlement 23-E modifiant le règlement numéro 23-D relatif au traitement des élus municipaux;

CONSIDÉRANT QUE l'article 2 du règlement stipule que le conseil fixe l'indexation de la rémunération des membres du conseil lors d'une séance dans le cadre de l'adoption des prévisions budgétaires;

En conséquence, il est proposé par Jacques Decoeur appuyé par Audrey Paquette Poulin

et résolu :

QUE le conseil indexe la rémunération du maire et des conseillers municipaux de 3%.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES CONSEILLERS (ÈRES)

AVIS DE MOTION – RELATIF AU RÈGLEMENT NUMÉRO 120 RÈGLEMENT POURVOYANT À L'IMPOSITION DES TAXES SUR LES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES ET À L'IMPOSITION DE COMPENSATIONS POUR LA FOURNITURE DE SERVICES MUNICIPAUX POUR LES FINS DE L'EXERCICE FINANCIER 2025

Conformément à l'article 445 du code municipal du Québec, Stephen Matthews donne un avis de motion de la présentation du règlement numéro 120 règlement pourvoyant à l'imposition des taxes sur les propriétés immobilières et à l'imposition de compensations pour la fourniture de services municipaux pour les fins de l'exercice financier 2025.

PRÉSENTATION ET DÉPÔT DU RÈGLEMENT 120 RÈGLEMENT POURVOYANT À L'IMPOSITION DES TAXES SUR LES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES ET À L'IMPOSITION DE COMPENSATIONS POUR LA FOURNITURE DE SERVICES MUNICIPAUX POUR LES FINS DE L'EXERCICE FINANCIER 2025

Conformément à l'article 445 du code municipal du Québec, Stephen Matthews dépose et présente le règlement numéro 120 règlement pourvoyant à l'imposition des taxes sur les propriétés immobilières et à l'imposition de compensations pour la fourniture de services municipaux pour les fins de l'exercice financier 2025.

Une copie du règlement sera disponible sur le site web de la municipalité ainsi qu'à l'hôtel de ville.

Le règlement no 120 est reproduit en annexe « A ».

PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS

Monsieur Stephen Matthews, maire, ouvre la période de questions à 19h22 pour se terminer à 19h22.

GESTION FINANCIÈRE**AFFECTATION À LA RÉSERVE POUR DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉGOUT - SECTEUR VILLAGE SAINT-ANDRÉ-EST**

CONSIDÉRANT que la dépense totale reliée aux travaux relatifs à l'entretien et l'opération du réseau d'égout du secteur de l'ancien territoire du village de Saint-André-Est est possiblement inférieure ou supérieure au montant total budgété en 2024;

CONSIDÉRANT que le montant imposé excède possiblement la dépense réelle totale;

CONSIDÉRANT que l'excédent, s'il y a lieu, sera établi à la fermeture des livres au 31 décembre 2024;

En conséquence, il est proposé par Michael Steimer appuyé par Pierre Fournier

et résolu :

D'autoriser le service des finances à ajuster la réserve « égout secteur Saint-André-Est » selon le traitement comptable approprié.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES CONSEILLERS (ÈRES)

c. c. : *Raymond Chabot Grant Thornton*
Mme Marie-Claude Bourgault, directrice finances et comptabilité

6.2

2024-12-R233

AFFECTATION À LA RÉSERVE POUR DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉGOUT - SECTEUR DE CARILLON

CONSIDÉRANT que la dépense totale reliée aux travaux relatifs à l'entretien et l'opération du réseau d'égout du secteur de Carillon est possiblement inférieure ou supérieure au montant total budgété en 2024;

CONSIDÉRANT que le montant imposé excède possiblement la dépense réelle totale;

CONSIDÉRANT que l'excédent, s'il y a lieu, sera établi à la fermeture des livres au 31 décembre 2024;

En conséquence, il est proposé par Michael Steimer appuyé par Audrey Paquette Poulin

et résolu :

D'autoriser le service des finances à ajuster la réserve « égout secteur Carillon » selon le traitement comptable approprié.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES CONSEILLERS (ÈRES)

c. c. : *Raymond Chabot Grant Thornton*
Mme Marie-Claude Bourgault, directrice finances et comptabilité

6.3

2024-12-R234

AFFECTATION À LA RÉSERVE POUR DES TRAVAUX RELATIFS À L'AQUEDUC - SECTEUR VILLAGE SAINT-ANDRÉ-EST

CONSIDÉRANT que la dépense totale reliée aux travaux relatifs à l'entretien et l'opération du réseau d'aqueduc du secteur de l'ancien territoire du village de Saint-André-Est est possiblement inférieure ou supérieure au montant total budgété en 2024;

CONSIDÉRANT que le montant imposé excède possiblement la dépense réelle totale;

CONSIDÉRANT que l'excédent, s'il y a lieu, sera établi à la fermeture des livres au 31 décembre 2024;

En conséquence, il est proposé par Jessica Larivière appuyé par Michael Steimer

et résolu :

D'autoriser le service des finances à ajuster la réserve « aqueduc secteur Saint-André-Est » selon le traitement comptable approprié.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES CONSEILLERS (ÈRES)

c. c. : *Raymond Chabot Grant Thornton*
Mme Marie-Claude Bourgault, directrice finances et comptabilité

6.4

2024-12-R235

AFFECTATION À LA RÉSERVE POUR LE REMPLACEMENT DES VÉHICULES INCENDIE

CONSIDÉRANT que la dépense totale reliée au service incendie est possiblement inférieure ou supérieure au montant total budgété en 2024;

CONSIDÉRANT que le montant imposé excède possiblement la dépense réelle totale;

CONSIDÉRANT que l'excédent, s'il y a lieu, sera établi à la fermeture des livres au 31 décembre 2024;

En conséquence, il est proposé par Patrick Côté appuyé par Pierre Fournier

et résolu :

D'autoriser le service des finances à ajuster la réserve « remplacement des véhicules incendie » selon le traitement comptable approprié.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES CONSEILLERS (ÈRES)

c. c. : *Raymond Chabot Grant Thornton*
Mme Marie-Claude Bourgault, directrice finances et comptabilité

7.

DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS

Monsieur Stephen Matthews, maire, ouvre la période de questions à 19h26 pour se terminer à 19h29.

8.

2024-12-R236

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Il est proposé par Pierre Fournier
appuyé par Jacques Decoeur

et résolu :

De lever la séance à 19h29 considérant que le contenu de l'ordre du jour est entièrement traité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES CONSEILLERS (ÈRES)

Signatures:

**Paula Knudsen,
Directrice générale et
Greffière-trésorière**

**Stephen Matthews,
Maire**

CANADA
 PROVINCE DE QUÉBEC
 MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANDRÉ-D'ARGENTEUIL
 COMTÉ D'ARGENTEUIL, DISTRICT DE TERREBONNE

NO. : 120

RÈGLEMENT NUMÉRO 120

RÈGLEMENT POURVOYANT À L'IMPOSITION DES TAXES SUR LES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES ET À L'IMPOSITION DE COMPENSATIONS POUR LA FOURNITURE DE SERVICES MUNICIPAUX POUR LES FINS DE L'EXERCICE FINANCIER 2025

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté son budget municipal pour l'exercice 2025, le 16 décembre 2024;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 244.29 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, le conseil peut fixer pour un exercice financier, plusieurs taux de la taxe foncière générale en fonction des catégories auxquelles appartiennent les unités d'évaluation, lesquelles catégories sont définies à l'article 244.30;

ATTENDU QUE l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale* permet au conseil de prévoir par règlement les modalités de paiement des taxes et autres compensations ainsi que les règles applicables en cas de défaut d'effectuer un versement à son échéance;

ATTENDU QUE le *Règlement sur le paiement des taxes foncières en plusieurs versements* et le Règlement numéro 5-A décrétant les modalités de paiement des taxes foncières municipales et des compensations municipales permettent le paiement des taxes foncières en quatre (4) versements si le total des taxes foncières et de compensations municipales est égal ou supérieur à 300\$;

ATTENDU QUE l'assiette de l'évaluation foncière imposable inscrite au rôle d'évaluation en vigueur totalise 532 331 790\$ au dépôt du rôle d'évaluation en septembre 2025;

ATTENDU QUE les prévisions budgétaires de l'année 2025 adoptées à la séance du 16 décembre 2024, comprenant des revenus et charges pour l'année 2025 de 6 969 644\$, le tout selon le document explicatif préparé à cette fin;

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné conformément à l'article 445 du *Code municipal du Québec*, le 16 décembre 2024;

ATTENDU que tous les membres présents et formant le conseil municipal déclarent avoir lu ledit projet de règlement et renoncent à sa lecture;

POUR CES MOTIFS,

LE CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANDRÉ-D'ARGENTEUIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 – ANNÉE FISCALE

Les taux, tarifs et compensations énumérés ci-après s'appliquent pour l'année fiscale 2025.

ARTICLE 3 – TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

Les catégories d'immeubles pour lesquelles la Municipalité fixe plusieurs taux de la taxe foncière générale sont celles déterminées par la *Loi sur la fiscalité municipale* et les dispositions énoncées aux articles 244.29 à 244.64.9 s'appliquent intégralement, à savoir :

CATÉGORIE	TAUX / \$100\$ d'évaluation
Résiduelle	0,7376 \$
Immeubles non-résidentiels	1,4846 \$
Immeubles six (6) logements et plus	0,9388 \$
Immeubles agricoles	0,7376 \$

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

- a) Pour combler la différence entre les dépenses prévues et le total des revenus spécifiques, il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé sur tous les immeubles imposables de la catégorie résiduelle sur le territoire de la Municipalité, une taxe foncière générale au taux particulier de 0,7376 \$ par 100\$ d'évaluation imposable, d'après la valeur telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1^{er} janvier 2025;
- b) Pour combler la différence entre les dépenses prévues et le total des revenus spécifiques, il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé sur tous les immeubles imposables de la

catégorie des immeubles non-résidentielles sur le territoire de la Municipalité, une taxe foncière générale au taux particulier de 1,4846 \$ par 100\$ d'évaluation imposable, d'après la valeur telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1er janvier 2025;

- c) Pour combler la différence entre les dépenses prévues et le total des revenus spécifiques, il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé sur tous les immeubles imposables de la catégorie des immeubles de six (6) logements et plus sur le territoire de la Municipalité, une taxe foncière générale au taux particulier de 0,9388\$ par 100\$ d'évaluation imposable, d'après la valeur telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1er janvier 2025;
- d) Pour combler la différence entre les dépenses prévues et le total des revenus spécifiques, il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé sur tous les immeubles ables de la catégorie immeubles agricoles sur le territoire de la Municipalité, une taxe foncière générale au taux particulier de 0,7376 \$ par 100\$ d'évaluation imposable, d'après la valeur telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1er janvier 2025;

ARTICLE 4 – TAXES POUR LE SERVICE DE LA DETTE

Le taux de la taxe foncière générale pour le service de la dette est fixé à 0,0581\$ par 100\$ d'évaluation imposable pour l'ensemble des unités d'évaluation, d'après la valeur telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le taux applicable au règlement d'emprunt numéro 69, décrétant un emprunt pour la construction et aménagement d'un réservoir d'eau potable est de 0,0081 \$ par 100\$/ d'évaluation imposable conformément à l'annexe D du règlement, telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le taux applicable au règlement d'emprunt numéro 73, décrétant un emprunt pour des travaux de réfection de la rue de la Mairie est de 0,0035 \$ par 100\$/ d'évaluation imposable conformément à l'annexe H du règlement, telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le taux applicable au règlement d'emprunt numéro 74, décrétant un emprunt pour la réfection d'une partie de la route du Long-Sault est de 0,0017 \$ par 100\$/ d'évaluation imposable conformément à l'annexe H du règlement, telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le taux applicable au règlement d'emprunt numéro 78, décrétant un emprunt pour la construction d'une station de suppression sur l'aqueduc municipal est de 0,0204 \$ par 100\$/ d'évaluation imposable conformément à l'annexe F du règlement, telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1er janvier 2025.

ARTICLE 5 – TAXE SPÉCIALE POUR CONTRÔLE DES INSECTES PIQUEURS

Le taux applicable au règlement 12 et ses amendements pour le contrôle biologique des insectes piqueurs est de 0,05288 \$ par 100\$/ d'évaluation imposable conformément à l'annexe joint au règlement 12, telle qu'elle apparaît au rôle en vigueur au 1er janvier 2025.

ARTICLE 6 – TARIFS DE COMPENSATION POUR SERVICES MUNICIPAUX (RÈGLEMENT 88)

Une compensation pour divers services municipaux est imposée et prélevée selon les taux décrétés ci-après :

Catégories d'immeubles visés à certains articles de la Loi sur la fiscalité municipale et conformément au Règlement 88	Taux par 100 \$ d'évaluation
Immeubles visés au paragraphe 10° de l'article 204	0,60 \$
Immeubles visés au paragraphe 12° de l'article 204	0,7376 \$ (évaluation du terrain seulement)

ARTICLE 7 – TARIFS DE COMPENSATION POUR SERVICES MUNICIPAUX – ORDURES MÉNAGÈRES

Une compensation pour le service de cueillette, de transport, et l'élimination des ordures ménagères est imposée aux propriétaires ou occupants et sera prélevée selon les catégories d'utilisateurs qui suivent :

- a. 119,99 \$ par unité de logement utilisée à des fins d'habitation, une unité de logement consistant en une pièce ou un groupe de pièces communicantes et ayant une entrée distincte, servant ou destinée à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir et comportant des installations sanitaires;
- b. 256,28 \$ pour tous les autres lieux qui servent de résidence ou de domicile et qui ne correspondent pas aux caractéristiques énumérées au paragraphe précédent et de manière non limitative, aux maisons de chambres, aux motels, aux centres d'hébergement, aux hôtels, aux bars, aux tavernes, aux campings;
- c. 142,80 \$ pour les établissements utilisés à des fins commerciales ou professionnelles;
- d. 76,55 \$ pour tout bac roulant additionnel pour les établissements utilisés à des fins commerciales ou professionnelles;
- e. 256,28 \$ pour les établissements utilisés à des fins industrielles, c'est-à-dire pour les établissements où l'on fait de la fabrication ou de la transformation de matière;

- f. 119,99 \$ pour les établissements saisonniers utilisés à des fins commerciales, c'est-à-dire qui peuvent être occupés pour une période inférieure à six mois par année ;
- g. 119,99 \$ pour les immeubles agricoles reconnus exploitation agricole enregistrée (E.A.E.) par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), lesquels comportent une résidence et assujettis à la compensation de l'Article 7 a) du présent règlement.

ARTICLE 8 – TARIFS DE COMPENSATION POUR SERVICES MUNICIPAUX – MATIÈRES ORGANIQUES

Une compensation pour le service de cueillette, de transport, de revalorisation et l'élimination des matières organiques est imposée aux propriétaires ou occupants et sera prélevée selon les catégories d'usagers qui suivent :

- a. 43,13 \$ par unité de logement utilisée à des fins d'habitation, une unité de logement consistant en une pièce ou un groupe de pièces communicantes et ayant une entrée distincte, servant ou destinée à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir et comportant des installations sanitaires ;
- b. 43,13 \$ pour tous les autres lieux qui servent de résidence ou de domicile et qui ne correspondent pas aux caractéristiques énumérées au paragraphe précédent et de manière non limitative, aux maisons de chambres, aux motels, aux centres d'hébergement, aux hôtels, aux bars, aux tavernes, aux campings;
- c. 43,13 \$ pour les établissements utilisés à des fins commerciales ou professionnelles;
- d. 43,13 \$ pour les établissements utilisés à des fins industrielles, c'est-à-dire pour les établissements où l'on fait de la fabrication ou de la transformation de matière;
- e. 43,13 \$ pour les établissements saisonniers utilisés à des fins commerciales, c'est-à-dire qui peuvent être occupés pour une période inférieure à six mois par année;
- f. 43,13 \$ pour les immeubles agricoles reconnus exploitation agricole enregistrée (E.A.E.) par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), lesquels comportent une résidence et assujettis à la compensation de l'Article 9 a) du présent règlement.

ARTICLE 9 – TARIFICATION POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

Une compensation pour le service d'aqueduc est imposée aux propriétaires ou occupants desservis et sera prélevée selon les catégories d'usagers qui suivent :

- a. 220,00 \$ par unité de logement utilisée à des fins d'habitation, une unité de logement consistant en une pièce ou un groupe de pièces communicantes ayant une entrée distincte, servant ou destinée à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir et comportant des installations sanitaires ;
- b. 372,00 \$ pour tous les autres lieux qui servent de résidence ou de domicile et qui ne correspondent pas aux caractéristiques énumérées au paragraphe précédent et de manière non limitative, aux maisons de chambres, aux motels, aux centres d'hébergement, aux hôtels, aux bars, aux tavernes, aux campings, aux buanderies, non desservi par un compteur d'eau ;
- c. 234,00 \$ pour les établissements utilisés à des fins commerciales, industrielles ou professionnelles, non desservi par un compteur d'eau ;
- d. Est imposé aux compteurs les établissements utilisés à des fins industrielles et/ou commerciales, c'est-à-dire pour les établissements où l'on fait de la fabrication ou de la transformation de matière; ceux-ci sont assujettis à la réglementation municipale numéro 117 et ses amendements;
- e. 132,00 \$ pour les établissements saisonniers utilisés à des fins résidentielles ou commerciales, c'est-à-dire qui peuvent être occupés pour une période inférieure à six mois par année ;

ARTICLE 10 – TARIFICATION POUR LE SERVICE D'ÉGOUT – SECTEUR DE L'ANCIEN VILLAGE DE SAINT-ANDRÉ-EST

Une compensation pour le service d'égout **DANS LE SECTEUR DE L'ANCIEN VILLAGE DE SAINT-ANDRÉ-EST** est imposée aux propriétaires ou occupants desservis et prélevée selon les catégories d'usagers qui suivent :

- a. 239,00 \$ par unité de logement utilisée à des fins d'habitation, une unité de logement consistant en une pièce ou un groupe de pièces communicantes ayant une entrée distincte, servant ou destinée à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir et comportant des installations sanitaires ;

- b. 326,00 \$ pour les établissements utilisés à des fins commerciales ou professionnelles;
- c. 163,00 \$ pour chaque raccordement supplémentaire pour les établissements utilisés à des fins commerciales ou professionnelles;
- d. 648,00 \$ pour les établissements utilisés à des fins industrielles, c'est-à-dire pour les établissements où l'on fait de la fabrication ou de la transformation de matière et ayant 10 employés et moins ;
- e. 1 081,00 \$ pour les établissements utilisés à des fins industrielles, c'est-à-dire pour les établissements où l'on fait de la fabrication ou de la transformation de matière et ayant plus de 10 employés ;

ARTICLE 11 – TARIFICATION POUR LE SERVICE D'ÉGOUT – SECTEUR DE L'ANCIEN VILLAGE DE CARILLON

Une compensation pour le service des rejets d'égout **DANS LE SECTEUR DE L'ANCIEN VILLAGE DE CARILLON** est imposée aux propriétaires ou occupants desservis et prélevée selon les catégories d'usagers qui suivent :

- a. 414,00 \$ par unité de logement utilisée à des fins d'habitation, une unité de logement consistant en une pièce ou un groupe de pièces communicantes ayant une entrée distincte, servant ou destinée à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir et comportant des installations sanitaires ;
- b. 414,00 \$ pour les établissements utilisés à des fins commerciales ou professionnelles;

ARTICLE 12 – NOMBRE ET DATES DES VERSEMENTS

Toutes les taxes municipales peuvent être payées, au choix du débiteur, en un seul versement unique ou en quatre (4) versements, lorsque le total des taxes est égal ou supérieur à 300 \$ selon les dates ci-après :

1 ^{er} versement ou versement unique :	1 ^{er} avril
2 ^e versement :	1 ^{er} juin
3 ^e versement :	1 ^{er} août
4 ^e versement :	1 ^{er} octobre

Dans le cas où la date d'échéance tombe un jour où le bureau municipal est fermé, elle est reportée au 1^{er} jour d'ouverture suivant.

Le privilège de payer en quatre (4) versements est conservé. Si l'échéance de paiement n'est pas respectée sur l'un des versements, le débiteur ne perd pas son privilège de payer par versements les sommes qui ne sont pas encore dues. Les intérêts et pénalités sont calculés en fonction du ou des versements en retard.

ARTICLE 13 – INTÉRÊTS

Le taux d'intérêt de dix-huit pourcent (18%) par an est applicable à tous les taxes, tarifs, compensations et autres créances dus à la municipalité à partir du délai où ils devaient être payés.

ARTICLE 14– FRAIS D'ADMINISTRATION

Des frais d'administration de 50 \$ sont exigés de tout tireur d'un chèque ou d'un ordre de paiement remis à la municipalité dont le paiement est refusé par le tiré.

ARTICLE 15 – RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement abroge et remplace tout règlement antérieur.

ARTICLE 16 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Paula Knudsen
Directrice générale et
greffière-trésorière

Stephen Matthews
Maire

Avis de motion donné le :16 décembre 2024

Présentation du projet de règlement :16 décembre 2024

Adoption du règlement :14 janvier 2025

Avis public affiché le :

Entrée en vigueur le :

(conformément à la loi)